vif. Les rigueurs dont la législation concordataire accable l'Église se dévoilent au grand jour. La liberté de décision de l'évêque est menacée ; la liberté de la chaire est mise en cause. Ce système, Laurent le définit d'un mot : c'est l'organisation de la persécution, c'est la domination de la « bureaucratie » qui s'institue comme instance suprême au-dessus de la Cour de Rome ; c'est la tyrannie sous le manteau de la légalité.¹⁾

La colère du vicaire apostolique est avivée par la conviction qu'il a d'être l'objet de suspicions malveillantes. Que voudrait-on lui reprocher comme *abus*, « avec quelque apparence de raison », sinon le droit de révision demandé aux fabriques ? Encore en a-t-il proposé l'abandon. Il est vrai qu'il a destitué et déplacé des desservants et des vicaires, mais pour des raisons que le gouvernement ne peut pas ne pas approuver. Depuis son entrée en fonctions il a déposé un seul vicaire, comme ivrogne invétéré, et un seul desservant qui avait insulté du haut de la chaire une des paroissiennes dans les termes les plus ignobles. Par compensation il a réhabilité deux autres prêtres. Une demi-douzaine de desservants ont été déplacés contre leur gré pour que la paix se rétablisse dans leurs paroisses, d'autres encore, des vieillards qui négligeaient leurs fonctions, ont été engagés à demander leur retraite.

Il est curieux de constater que le vicaire apostolique prend parfaitement position en faveur de l'amovibilité des desservants quoiqu'il en relève l'origine vicieuse et que le gouvernement s'apitoie sur le sort incertain de ce clergé subalterne tel qu'il est ancré dans les articles organiques. Dans un régime de liberté complète Laurent n'aurait pas eu de raison pour adopter une disposition datant du « régime du bon plaisir napoléonien » ; dans la situation actuelle l'ingérence de l'Etat dans les affaires du culte, l'introduction de nouveaux principes constitutionnels qui voient dans les prêtres des citoyens pareils aux autres et l'allocation de traitements aux ministres du culte qui fait de leur installation une question mixte ont diminué les moyens coercitifs dont les évêques disposaient à l'égard du clergé inférieur si bien que l'amovibilité est devenue l'arme disciplinaire principale entre les mains du supérieur hiérarchique. Pour cette même raison l'administration du pays veut rendre son ancienne indépendance aux desservants pour leur permettre de résister à cet « esprit de domination » qu'il découvre dans le comportement du vicaire apostolique. Un des membres les plus influents des Etats l'exprime de la façon suivante : « c'est avec un sentiment général de regret que le pays voit ses pasteurs abandonnés à la merci et discrétion du

¹⁾ Laurent au roi, 2 mars 1846. *ibid.* — A la fin de cette lettre le vicaire apostolique rectifie le jugement porté initialement sur le gouverneur de la Fontaine : « Je ne dis pourtant pas que les intentions de M. le Gouverneur soient aussi mauvaises que ces propositions, si tant est que ce soient les siennes. »